

# Le MR veut éviter un "Aquiris bis"

LA LIBRE 20/3/2010

---

► Selon le parti, il faut mieux encadrer les partenariats "public-privé".

---

**S**i l'épisode de l'arrêt de la station d'épuration Nord en décembre dernier mobilise actuellement les tribunaux, il ne s'est pas pour autant éloigné des esprits des parlementaires bruxellois. Didier Gosuin, chef du groupe MR, en a rajouté une couche hier, en présentant, avec Françoise Schepmans, un projet d'ordonnance visant à mieux encadrer les partenariats public-privé (PPP) en Région bruxelloise.

*"Depuis cette crise de la station Nord, nous sommes dans un contexte particulièrement difficile", explique-t-il. "J'en ai marre de l'hypocrisie de certains, lâche le député. Ecolo, parti de la majorité, remet maintenant en cause ce type de partenariat, alors que ce même gouvernement en a signé et en signe à tire-larigot (recyclage des déchets, Villo...) Selon Didier Gosuin, avec le dossier Aquiris (nom de la société privée en charge de la station d'épuration Nord), on a voulu faire un débat "idéologique", là où il y avait "avant tout une faute de gestion, et qui, à mon sens, venait d'abord du public".*

Pour le MR, pas question de remettre en cause ce type de partenariat. Un soutien *"plus pragmatique qu'idéologique"*, selon le parti. *"Avec le boom démographique attendu à Bruxelles, les PPP seront d'autant plus inévitables : les moyens fi-*

*nanciers publics vont vite devenir insuffisants face aux nombreux défis qui attendent la capitale", poursuit Françoise Schepmans.*

*"Mais les partenariats actuels ne sont pas tous satisfaisants", poursuit Didier Gosuin qui s'interroge sur le manque de transparence des PPP développés en matière de recyclage des déchets "Bruxelles-Compost, Bruxelles-Energie, Bruxelles Recyclage, Bruxelles Papier : au fil du temps, l'actionnariat de ces sociétés a évolué. Sita (ex-Watco) qui détenait 40 % dans Bruxelles Recyclage et dans Bruxelles Papier s'est retirée, ne restant plus que dans Bruxelles Energie. Pour quelles raisons le partenaire privé s'est-il retiré ?"*

Pour le député, des éléments de réponse sont peut-être à trouver dans la gestion financière de certaines de ces sociétés. *"Les commissaires aux comptes refusent depuis plusieurs années de les valider sans réserve, une attitude qui ne concerne pourtant que 5 % des sociétés en Belgique."* Selon le chef de groupe MR, il est temps d'instaurer une structure régionale et permanente d'assistance au suivi du partenariat, ainsi qu'une instance d'arbitrage des conflits. *"Un PPP ne peut fonctionner que si le partenaire public est fort."*

Le député s'étonne, par ailleurs, que le PS ait aussi émis l'idée de proposer un texte allant dans le même sens. *"Ce projet d'ordonnance, je l'avais déjà présenté en 2006... mais il avait été balayé par la majorité de l'époque. Si le PS veut, il peut le cosigner... Ce texte attend au chaud depuis quatre ans."*

**Raphaël Meulders**